



L'EXTREME DROITE UNE MENACE SERIEUSE

Managua, 14 nov.- La forte réaction populaire à l'at-tentat qui a détruit le 9 novembre le mausolée de Carlos Fonseca est venue prouver à l'extrême-droite pressée de l'enterrer que le sandinisme n'est pas mort. Au cours des dernières semaines, la tension sociale était nettement montée tandis que la droite dure se lançait dans une nouvelle campagne contre le FSLN. Une rencontre "au sommet" entre les dirigeants sandinistes et le gouvernement avait compliqué davantage la situation.

UNE OFFENSIVE TOUS AZIMUTS

L'extrême-droite, décidée à donner le coup de grâce au sandinisme, a dangereusement avancé ses pions en ce qui concerne la police et l'armée. A la demande des maires UNO, le ministère de l'Intérieur a autorisé la création d'une police municipale, recrutée et payée par les mairies. Le FSLN estime que la police nationale risque de voir son budget et ses moyens d'action progressivement réduits. Il prévoit que la police municipale sera recrutée de préférence parmi les anciens gardes somozistes et les contras, se convertissant en corps paramilitaire. Face à ce danger, D. Ortega a dit à plusieurs reprises que si ce nouveau corps était créé, le FSLN se sentirait en droit

d'organiser de son côté des milices sandinistes, qui d'ailleurs n'ont pas tardé à se constituer spontanément dans certains quartiers.

En ce qui concerne l'armée, le vote du budget de l'Etat pour 1992 sera décisif. La droite, qui souhaite sa disparition, argumente qu'il est indispensable d'augmenter le budget de la santé et de l'éducation et qu'il faut pour cela diminuer celui de l'armée. La bataille, telle qu'elle se présente, semble difficile à gagner pour le FSLN.

Celui-ci voit donc deux remparts de sa survie politique et physique très sérieusement menacés. A cela s'ajoutent la multiplication des problèmes sociaux et de la répression, la violation par le gouvernement de l'accord prévoyant l'attribution de 25% des actions des entreprises à privatiser, ce qui explique que les dirigeants sandinistes aient haussé le ton au cours des dernières semaines.

Face à ce durcissement, mais aussi rispostant à la demande d'enquête formulée par le FSLN auprès du Conseil électoral sur les fonds de la CIA utilisés

par des personnalités de l'UNO (dont Alfredo César) pour la campagne électorale de 1990, le Parti national

SOMMAIRE

L'extrême-droite:
une menace sérieuse

Rencontres de la solidarité:
bilan positif

Plan d'action

La piñata

Pour un Front international
des peuples du Sud

Côte atlantique: la défense
de l'autonomie

Vers une école néo-libérale

Haïti: la crise continue

Cuba: pas droit à l'erreur

En bref-Lettre aux lecteurs

40P 11481



conservateur a demandé la suspension de la personnalité juridique du FSLN. Deux jours après, des députés du Parti libéral constitutionnaliste (néo-somoziste) ont exigé la levée de l'immunité parlementaire de Daniel Ortega afin de le juger pour provocation à la délinquance, à la sédition et à la rébellion, apologie du crime et attentat contre l'autorité. Bien que ces prétentions n'aient guère de chance d'aboutir, la droite a lancé ainsi un avertissement au FSLN qu'elle estime désormais acculé. Mais, loin d'être le dos au mur, D. Ortega a renoncé de lui-même à son immunité parlementaire, rappelant que le somozisme l'avait déjà jugé pour les mêmes motifs et signalant qu'A. César devrait faire comme lui pour répondre aux accusations concernant l'argent de la CIA.

TENSION SOCIALE

Sur le plan social, les dernières semaines ont été marquées par les luttes et des incidents violents. A Granada, les travailleurs de la fabrique de savon E. Chamorro, dont le patron a licencié tous les responsables du syndicat CST récemment créé, sont retranchés dans l'entreprise depuis trois semaines (voir bulletin no 252). Plus de 8 000 ouvriers du sucre ont arrêté le travail le 28 octobre, car le gouvernement a rendu trois plantations à leurs anciens propriétaires sans accorder les 25% de participation aux travailleurs. Un groupe d'anciens contras et d'ouvriers syndiqués à la CTN (pro-gouvernementale) ont attaqué les grévistes d'une plantation près de Chinandega (Leon), et un ancien contra est mort. Les travailleurs de l'Entreprise nationale des aliments de base (ENABAS) luttent quant à eux depuis trois semaines contre la privatisation et pour le renvoi de leur directeur, coupable de malversations. Fait nouveau, un groupe de recompas leur a manifesté son soutien en bloquant pendant plusieurs heures la Panaméricaine. Les travailleurs de la justice ont également fait quelques jours de grève pour une augmentation de salaires. Plusieurs manifestations du FNT, des personnels de la santé et de l'éducation ont été très violemment réprimées par la police.

La répression musclée devient presque systématique, avec son lot de travailleurs blessés et détenus. Nous sommes loin des premiers mois du gouvernement Chamorro, où les manifestants avaient encore le loisir de scander "Policier, unis-toi". Selon la radio La Primerisima, le corps anti-émeute s'est renouvelé par démission des sandinistes et recrutement de nouveaux policiers acquis à l'UNO. On dit même qu'il comporterait bon nombre de contras.

Il faudrait ajouter à ce tableau deux éléments qui contribuent à l'atmosphère de crise. Tout d'abord, le régime se voit de plus en plus entaché de scandales qui éclaboussent jusqu'aux membres du gouvernement. Le Contrôleur de la République lui-même, qui enquête sur 64 cas, reconnaît que la corruption dans l'Etat est un problème grave. Enfin, dans le nord du pays, la recontra maintient sa pression par l'assassinat de sandinistes et l'attaque de villages. A plusieurs reprises, elle s'est affrontée aux recompas.

"NOUS PRENONS NOS PROPRES DECISIONS"

C'est dans ces circonstances que la direction du FSLN a rencontré le gouvernement et lancé un appel à la détente. De son côté, le gouvernement s'est engagé à respecter le droit des travailleurs à 25% de la propriété des entreprises privatisées et à ne pas favoriser le retour du somozisme et la reconstitution de groupes économiques oligarchiques. L'attitude des dirigeants sandinistes a provoqué de fortes réactions de la base. En effet, une des plus sévères critiques faites à la Direction nationale concerne les accords passés au sommet, sans consultation, et dont le contenu n'est pas toujours totalement divulgué.

Les dirigeants du Front national des travailleurs (FNT) ont déclaré qu'ils étaient favorables au dialogue mais ont appelé les travailleurs à maintenir leurs positions et leurs luttes, précisément pour obliger le gouvernement à négocier de façon sérieuse. "Le FSLN a tout à fait le droit de lancer des appels aux travailleurs ou aux martiens s'il le veut, mais les travailleurs ont le droit de prendre leurs propres décisions. L'expérience montre que le

gouvernement n'arrête pas de signer des accords mais n'en respecte aucun", a déclaré Gustavo Porras, responsable du syndicat de la santé (Fetsalud). "Les travailleurs ne comptent que sur leur propre force. Cela fait 18 mois que nous demandons à dialoguer avec le gouvernement, qui négocie avec le FML et nous réserve la répression, la faim et la misère" a expliqué Angel Bermudez, dirigeant de l'Union des employés de l'Etat (UNE).

Lors du discours prononcé le 8 novembre, à l'occasion de l'anniversaire de la mort au combat du fondateur du FSLN Carlos Fonseca, D. Ortega a estimé qu'il y avait malentendu. Il a répété que le FSLN était aux côtés des travailleurs en lutte et qu'il n'y avait eu aucun accord secret avec A. Lacayo.

CARLOS EST DE CES MORTS QUI NE MEURENT JAMAIS

Mais la destruction partielle par une bombe de la tombe de Carlos Fonseca, dans la nuit qui a suivi l'anniversaire de sa mort, a fait brusquement passer ces problèmes au second plan. Cet attentat, attribué aux forces somozistes, a provoqué une réaction populaire spontanée dont les aspects insurrectionnels ont constitué un sérieux avertissement. Pour les forces sandinistes, les auteurs intellectuels en sont le maire de Managua, Arnoldo Aleman, le vice-président Godoy et le président de l'Assemblée, Alfredo César, à qui elles ont voulu signifier qu'elles ne permettraient pas le retour au passé. Des brigades se sont constituées pour reconstruire immédiatement le mausolée tandis que des groupes prenaient d'assaut des camions de la mairie et des véhicules de l'Etat, dont plusieurs ont été brûlés. Les bureaux du maire et de ses principaux collaborateurs ont été incendiés, une de ses maisons légèrement endommagée par une bombe; trois radios d'extrême-droite, dont Radio Corporacion, ont subi des dommages et le local de la "Résistance", l'organisation de la contra, a été la cible de tirs qui ont également touché des véhicules de la CIAV-OEA. Des groupes ont arraché les plaques du monument pour la Paix, érigé par le gouvernement et qui portent entre autres les noms de Jimmy Carter, Joao Baena Soares et Carlos Andres Perez. Des incidents ont

également eu lieu à Leon, Chinandega et Matagalpa. On a pu noter que les "commandos révolutionnaires" ont maintenu le contrôle de la situation, choisissant des cibles symboliques et limitant leur action.

Une manifestation a eu lieu le jour même sur la place de la Révolution à l'appel du FSLN. Monseigneur des Pauvres, le Père Arias Caldera, y a répété la célèbre réplique de Tomas Borge au garde somoziste venu lui annoncer la mort de Carlos Fonseca: "Carlos est de ces morts qui ne meurent jamais". En présence de la Direction nationale du FSLN et des dirigeants du FNT, une foule nombreuse scandait "Pouvoir populaire", "Mort au somozisme". D. Ortega a rappelé que les électeurs de l'UNO n'ont pas voté pour le retour du somozisme et il a appelé tout le peuple à s'unir face à la menace réelle du rétablissement du pouvoir économique et politique des anciens alliés et partisans du dictateur. Il a lancé un appel au calme, invitant la base à se battre au quotidien pour faire échec aux tentatives de l'extrême-droite.

A. Aleman, qui a adopté un discours encore plus violemment anti-sandiniste, s'est défendu d'être responsable de l'attentat dont l'auteur, pour lui, est le FSLN lui-même. Un éditorial de La Prensa, pour qui les incidents du 9 sont "l'apothéose de la barbarie", fait même le parallèle avec l'incendie du Reichstag. De son côté, la Conférence épiscopale condamne de façon voilée le gouvernement pour sa tolérance envers les sandinistes, sans faire allusion à la destruction du mausolée, et lui demande de faire respecter la loi et l'ordre. Cependant, à l'Assemblée, un certain consensus s'est dégagé en faveur de la détente. Une négociation houleuse entre les partis de l'UNO et le gouvernement a abouti à un accord minimum (ratification du programme de l'UNO comme programme de gouvernement, respect de l'existence des Forces armées, dialogue avec le FSLN, engagement à ne pas profiter d'un poste dans l'Etat ou une municipalité pour faire avancer ses "projets personnels"). Le FSLN a accepté l'invitation au dialogue.

Mais la bataille sur la propriété va reprendre très prochainement. L'Assemblée devra décider si elle accepte le veto présidentiel à la "loi César". Le rapport de force entre l'exécutif, de tendance "modérée", et l'Assemblée, dominée par les positions d'extrême-droite, n'est pas clairement défini; deux votes récents montrent qu'une dizaine de députés UNO sont fluctuants. Cependant, ce groupe a dénoncé le "climat de terreur" que fait régner A. César, qui les a gravement menacés et leur a dit, selon le quotidien Barricada, que "n'importe qui peut s'en prendre à leur vie". L'incertitude persiste donc. -(ANN)

RENCONTRES DE LA SOLIDARITE: BILAN POSITIF

Managua, oct.- Les premières rencontres "Héros et Martyrs de la solidarité internationale" ont eu lieu à Managua entre le 18 et le 20 octobre. Bien que quelques semaines plus tôt ils doutaient de leur succès, la plupart des comités en font aujourd'hui un bilan positif, non pas tant à cause des résolutions adoptées que pour l'attitude du FSLN, qui s'est montré disposé à entamer le dialogue.

Plus de 180 délégués provenant de 30 pays ont donc débattu pendant trois jours. La présence de cadres et de hauts dirigeants du FSLN était la preuve que, pour lui, il ne s'agissait pas de rencontres protocolaires et qu'il est sensible au grand besoin de discussion manifesté par le mouvement de solidarité. Sept des neuf membres de la Direction nationale ont participé à différentes discussions.

Le débat a montré que les problèmes qui ont surgi dans la relation entre le FSLN et le mouvement de solidarité sont dus en partie aux difficultés internes de chacun. Certains comités d'Europe ont demandé à être reconnus comme un mouvement politique autonome mais ont admis qu'ils éprouvaient des difficultés à trouver un profil propre. Les positions des différentes organisations vont d'une conscience très définie de l'autonomie à une identification explicite avec le FSLN,

cette dernière attitude paraissant minoritaire. D'une façon générale, la solidarité rencontre beaucoup d'obstacles dans la définition de sa nouvelle identité et de ses perspectives d'action. Par ailleurs, les contradictions au sein du FSLN entre le courant orienté vers la "raison d'état" et celui qui prône la résistance sociale ont aussi leurs effets. Certains cadres sandinistes ont du mal à dépasser la conception de la solidarité d'avant 1979. Le commandant Henry Ruiz s'est référé à cette époque dans son discours d'inauguration: "Quand les "cheles" (note) sont arrivés au Nicaragua, nous n'avons pas su interpréter ce phénomène. Pour nous, le mouvement de solidarité était une masse amorphe. De plus, nous étions absorbés par les problèmes de la construction de l'Etat et de l'économie dont nous n'avions pas d'idées claires". Dans la situation d'urgence de cette étape, le FSLN attendait en premier lieu une aide matérielle. "L'organisation des brigades pour la cueillette du café a fini par être une campagne nettement économique et non politique. C'est à ce moment-là que, comme ministre, je me suis rendu compte que nous parlions de deux choses différentes", a confessé H. Ruiz. Le débat a montré qu'aujourd'hui la direction du FSLN est disposée à respecter la solidarité comme un mouvement ayant une dynamique politique propre.

LE PROBLEME DE L'AUTONOMIE

Luis Carrion a invité le mouvement de solidarité "à ne pas attendre que le parti ait pris des décisions pour travailler avec les forces qui agissent". Une représentante de l'association Italie-Nicaragua a vu dans cette déclaration "la reconnaissance par la Direction Nationale de l'autonomie du mouvement solidarité". Malgré leur volonté d'indépendance, les secteurs critiques de la solidarité assurent que le FSLN reste au niveau international un facteur important. "Le FSLN a besoin de nous et nous avons besoin de lui", a déclaré un représentant de la solidarité allemande. Cependant, la coopération avec les organisations de masse, qui sont de plus en plus indépendantes du FSLN, est considérée par certains cadres du parti comme une prise de distance. Anecdote symptomatique, le directeur de la Fondation A.C. Sandino, Edwin Zabla, a

réagi avec amertume quand les participants n'ont pas voulu prendre de décision quant à un appui au FSLN pour la campagne électorale de 1996. "Le FSLN est la mère de la Révolution. Quand je vois qu'il faut d'abord discuter de ça, je suis extrêmement préoccupé", a-t-il déclaré à l'ANN.

Certains comités ont affirmé vouloir travailler en dehors des structures du FSLN mais dans la majorité des cas cette décision avait été prise il y a longtemps. "Comme mouvement social dans nos pays, cela nous paraît logique de coopérer avec des mouvements sociaux au Nicaragua", explique une militante italienne, dont l'organisation mène aussi actuellement une campagne financière en faveur du FSLN. Beaucoup de comités ont insisté sur l'idée qu'il faut mener une discussion de fond sur la forme de travail. Certaines positions exposées dans le document du Département des relations internationales qui a servi de base au débat ont été fortement critiquées, comme la mention de la construction "d'une démocratie participative dans toutes ses dimensions", des "transformations irréversibles" dont le document affirme qu'elles ont eu lieu pendant la Révolution. Pour beaucoup, compte tenu des critiques au verticalisme et de l'avancée du projet contre-révolutionnaire dans la vie politique et sociale, ces affirmations sont trop superficielles. De même, l'idée que la solidarité devrait participer à la défense des organes armés constitutionnels est problématique. L'aide à un appareil d'Etat dominé par les forces néo-libérales n'a pas rencontré de consensus. Le mouvement de solidarité, en général, a voulu parler davantage des problèmes qu'affronte la Révolution que de ses acquis réels ou imaginaires. "Nous devons avoir une discussion plus dialectique" a estimé un militant allemand.

L'EFFONDREMENT DU SOCIALISME A L'EST

Beaucoup de délégués étaient venus pour connaître l'opinion du FSLN sur les processus politiques mondiaux. H. Ruiz avait prévenu: "Ne tirez pas de conclusions hâtives si vous écoutez des opinions différentes de la part des membres de la Direction Nationale. Nous

sommes une direction collective mais nous n'avons pas encore discuté sur certains points et nous n'avons donc pas une position unique". C'est ainsi que sont apparues des nuances dans l'évaluation des processus politiques internationaux. Pour le commandant Tomas Borge, l'effondrement des sociétés "qu'on a voulu nous vendre comme socialistes" est l'occasion de construire le véritable socialisme. H. Ruiz pense qu'une des causes de sa déroute est le manque de conscience internationaliste. De son côté, D. Ortega a affirmé dans son discours de clôture qu'il fallait analyser en profondeur les conditions dans lesquelles s'est construit le socialisme en URSS et les raisons de son échec. Il a rappelé que la Révolution nicaraguayenne a une "immense dette envers les anciens pays socialistes".

Les résolutions finales des rencontres consignent des résultats importants mais ne reflètent cependant que partiellement le débat, marqué par une grande variété de thèmes dont tous n'ont pu être discutés à fond. Mais la majorité des participants, même des plus critiques, ont estimé que le FSLN a ouvert les portes à un dialogue politique. Beaucoup ont déclaré que le résultat dépassait leurs attentes. "Personne n'a de réponse toute prête. Il y aura d'autres rencontres".

NOTE : Le mot chele signifie bleu en langue maya. Ils désignent aujourd'hui les personnes à peau blanche, plus spécialement depuis onze ans les internationalistes et coopérants. -(ANN)

PLAN D'ACTION

Le plan d'action adopté par les participants aux rencontres de la solidarité prévoit:

- de soutenir le FSLN politiquement et financièrement, comme "parti garant de la Révolution", d'aider ses représentants à l'extérieur
- de mener une campagne internationale pour aider le FSLN à installer une démocratie de type populaire, pour

défendre les acquis de la Révolution, pour consolider les organisations populaires

- d'ouvrir de "nouveaux espaces internationaux favorables au retour au pouvoir du FSLN" pour poursuivre les objectifs de la Révolution

- d'aider à l'établissement de nouvelles relations avec les Etats-Unis, comme le prévoit un mandat du congrès

- de travailler en direction des centres qui ont le monopole de l'information, de diffuser l'information sur le Nicaragua, de soutenir Barricada Internacional

- d'aider le FSLN à lutter contre la discrimination de la femme

- de soutenir les initiatives en faveur du secteur propriété des travailleurs, de soutenir les organisations populaires, de renforcer les relations à la base comme les jumelages, d'aider les municipalités sandinistes

- de dénoncer les forces revanchistes et l'abolition des lois de la Révolution

- de promouvoir la solidarité avec Cuba; avec le peuple haïtien (promouvoir le retour du président J. B. Aristide); soutenir les peuples du Salvador, du Guatemala, de Puerto Rico et de Panama.

LA PINATA

Sergio Ramirez, membre de la Direction Nationale, a répondu aux questions sur la "piñata" en précisant tout d'abord qu'il s'agit d'une campagne de propagande destinée à modifier le régime de propriété instauré par la Révolution. "Les faits ont été exagérés, déformés" mais "il n'y a pas eu de réaction immédiate et directe du FSLN".

"La piñata, c'est le vote entre février et mai 1990 des lois 85 et 86, grâce auxquelles des milliers de propriétés urbaines, maisons et terrains, ont été données à des pauvres. Le FSLN a trouvé légitime que ces lois protègent également les fonctionnaires et des dirigeants de

différents niveaux qui vivaient alors dans une maison (de fonction, NDT). Je dois dire clairement que nous ne considérons pas cela comme contraire à l'éthique (...) Ces fonctionnaires ne possédaient rien. Mais de là à justifier les abus commis avec les biens publics, il y a une énorme distance (...) S'il y a des fonctionnaires qui se sont enrichis de façon illégale, le FSLN ne va pas les protéger; par contre il va défendre le droit de milliers de personnes de continuer à vivre dans les maisons que la Révolution leur a données. Le FSLN a accepté dans les accords de la concertation que l'attribution des maisons soit soumise à un processus de révision. Tous ceux qui se sont appropriés plus d'une maison ou qui ne vivaient pas, avant le 25 février, dans la maison qui leur a été donnée doivent rendre ces propriétés. Nous avons voulu que le processus de révision rende transparentes ces assignations (...) C'est la façon la plus efficace de mettre en évidence le caractère éthique des mesures que nous avons prises. Nous avons accepté que ceux qui ont reçu une maison de plus de cent mètres carrés soient obligés de la payer s'ils veulent la vendre ou la louer. C'est parce que le but des lois 85 et 86 était de garantir un toit à ceux qui vivaient dans une maison appartenant à l'Etat. Mais s'il s'agit d'obtenir des gains, c'est totalement différent. (...) Je voudrais signaler une chose importante: s'il est vrai que nous sommes prêts à reconnaître les abus, surtout en ce qui concerne les biens matériels - et nous devons le faire car l'essence du FSLN doit continuer à être l'honnêteté, la transparence, sinon nous deviendrions un parti comme n'importe quel autre (applaudissements) -, il faut donner sa vraie dimension à ce phénomène. Les abus qui se sont produits sont des faits minoritaires. Je l'affirme en toute certitude". -(ANN)

POUR UN FRONT INTERNATIONAL DES PEUPLES DU SUD

Managua, 22 oct. - Lors de la clôture des Rencontres du FSLN avec le mouvement de solidarité, l'ancien président Daniel Ortega a prononcé un discours où il a

abordé un bon nombre des questions qui préoccupent la solidarité quant aux positions globales du FSLN.

D. Ortega a estimé que les changements intervenus à l'Est devaient être analysés en profondeur, rappelant entre autres que le socialisme s'est construit en URSS dans le cadre de l'agression permanente des forces capitalistes. C'est selon lui "tomber dans une position opportuniste" que de dire simplement que les communistes soviétiques se sont trompés. Pour l'ancien président, le capitalisme continue à mener la campagne anti-communiste et parvient "à manipuler notre pensée". "Aujourd'hui, on ne peut plus employer le mot socialisme et on en arrive même à discuter pour savoir si l'impérialisme existe". C'est là un grave problème, puisque l'effondrement des pays socialistes divise davantage les forces progressistes alors qu'il renforce les positions du capitalisme. Cette division "existe même au sein du FSLN". On voit surgir "les caméléons", adaptés désormais à cette nouvelle situation mondiale qu'ils tentent de justifier. Au Nicaragua, "il y a ceux qui pensent qu'il ne faut plus parler des pauvres et que l'on doit arrêter de dire du mal des Etats-Unis, sous prétexte que cela va nous empêcher de gagner les élections. Mais nous n'avons pas lutté pour nous cramponner au pouvoir, nous avons lutté pour mener des transformations sociales; c'est notre raison d'être et nous n'allons pas nous arrêter. Nous ne sommes pas un parti électoraliste. Nous serons anti-impérialistes tant que l'impérialisme existera".

"Partout, la mode est au consensus national", ce qui revient à dire qu'il faut approuver le capitalisme. Mais il est impossible, au Nicaragua comme sur le plan international, d'obtenir un consensus avec les forces réactionnaires, car les positions sont antagoniques. Aujourd'hui, il faut "unir les pauvres" du Nicaragua et "travailler à l'unité des forces progressistes et révolutionnaires du Sud et du Nord", faire converger leurs luttes. Sur la question de la validité de la lutte armée dans les nouvelles conditions mondiales, D. Ortega a expliqué : "Nous ne devons pas adopter des positions excluantes, quand la réalité est là. Nous ne devons pas commettre la même erreur que dans

les années 60, lorsqu'on disait que tout révolutionnaire devait prendre un fusil, en disant l'inverse aujourd'hui. On doit respecter les choix des forces révolutionnaires. Chacun trouve son expression politique". Quant aux alliances internationales, l'ancien président estime que toutes les internationales, y compris l'Internationale socialiste, représentent les intérêts du Nord. Il est donc temps, selon lui, de créer un Front international des peuples du Sud, où ce sont ces derniers qui "imposeront la musique". Ce Front mettrait le Sud en meilleure position pour exiger un dialogue et pour impulser la solidarité. -(ANN)

COTE ATLANTIQUE: LA DEFENSE DE L'AUTONOMIE

Managua, nov.- Les forces politiques de la Côte atlantique, réunies à Managua pour le second Symposium sur l'autonomie, se sont montrées fermement décidées à défendre les droits de la Côte. Elles ont accusé les autorités centrales de saboter le statut d'autonomie, provoquant le retrait des représentants du gouvernement. Le résultat le plus important de ces rencontres est la création d'une large alliance pour la défense de l'autonomie.

Le premier Symposium sur l'autonomie et les droits de la population multi-ethnique de la Côte atlantique avait eu lieu il y a cinq ans. A l'époque, le statut d'autonomie était encore en cours d'élaboration. Théoriquement en vigueur depuis deux ans, il n'est toujours pas appliqué. C'est pour cette raison que la Fondation d'aide au développement de la Côte atlantique (Fadcanic) a organisé début novembre un second symposium auquel ont participé les membres des deux Conseils régionaux autonomes appartenant aux trois organisations politiques, le FSLN, Yatama et l'UNO.

Dans son discours d'inauguration, le président de Fadcanic, Ray Hooker (conseiller FSLN de la Région autonome de l'Atlantique sud) a accusé le gouvernement de vouloir affaiblir et mutiler l'autonomie par la création de

l'Institut pour le développement de la Côte Atlantique (INDERA). Le vice-ministre de la présidence Antonio Ibarra s'est alors retiré en signe de protestation, tout comme le directeur d'INDERA, Brooklin Rivera. Les participants ont vu dans l'attitude d'A. Ibarra la preuve du mépris gouvernemental pour l'autonomie et ont accusé B. Rivera, ancien leader de la contra miskita, d'être utilisé par le gouvernement pour veiller à ses intérêts. Ils ont exigé la disparition immédiate d'INDERA.

Le symposium a signalé les problèmes les plus urgents de la Côte, comme le chômage (90%), les enfants non scolarisés (60%), l'exploitation chaotique et sans frein des ressources naturelles et le manque de volonté du gouvernement central de régler la loi d'autonomie. Les représentants d'anciens groupes armés anti-sandinistes se sont plaints pour leur part de n'avoir pas reçu l'aide promise après leur démobilisation.

Mais l'événement marquant de ces journées a été la création du Mouvement pour la défense de l'autonomie (MADA) dont le comité exécutif comporte entre autres Steadman Fagoth, ancien leader de la contra miskita et membre de Yatama, et le militant sandiniste Humberto Campbell. De leur côté, les invités internationaux ont annoncé la formation d'un comité de soutien international.

La volonté de s'unir pour défendre l'autonomie manifestée par des forces politiquement opposées est un grand succès de ces rencontres. Cependant, les attentes sont dans le fond très distinctes. Les six groupes ethniques (Miskitos, Sumus, Ramas, Garifones, Noirs, Métis), entre lesquels existent des différences liées à des facteurs historiques et démographiques, exigent chacun le respect de leur culture. De plus, un membre d'une communauté indigène et un exportateur de langoustes n'ont objectivement pas les mêmes intérêts quand il est question du droit de disposer des ressources naturelles. Les scandales récents à propos de négoce irréguliers qui ont éclaboussé jusqu'aux coordinateurs des Conseils autonomes tout comme l'existence de quatre tendances dans Yatama laissent penser que des points de fracture pourraient

apparaître dans le MADA. Mais si celui-ci parvient à demeurer une alliance large capable d'agir en faveur de l'autonomie, il représentera une expérience exemplaire pour le continent, tout comme l'avait été le statut d'autonomie. -(ANN)

VERS UNE ECOLE NEO-LIBERALE

Managua, 29 oct. - Le premier congrès sur l'éducation, auquel participaient des représentants du ministère de l'Education, des partis politiques et des syndicats enseignants, s'est tenu à Managua du 23 au 25 octobre. Des thèmes importants comme la privatisation, la laïcité, la participation des parents, des enseignants et des élèves ont été abordés et le gouvernement a dévoilé ses batteries devant un parterre soigneusement choisi. L'option est résolument néo-libérale.

Selon un article du sandiniste Nathan Sevilla publié dans Barricada, les participants ont trouvé quelques points de consensus. Ils ont été d'accord pour reconnaître que les enseignants sont les agents principaux du système scolaire et que leur situation économique et leur formation sont déterminantes. De même, tout le monde a souligné la nécessité d'une augmentation du budget de l'éducation, entre autres pour construire des écoles primaires là où il n'y en a pas (150 000 enfants sont sans école) et pour régler le problème des 17 000 bacheliers qui ne trouveront pas de place à l'Université à la rentrée prochaine. Toutes ces déclarations de principe risquent pourtant de rester lettre morte car le gouvernement n'est pas disposé à augmenter le budget à la mesure de ce qui serait nécessaire. Quelques jours avant l'ouverture du Congrès sur l'éducation, Barricada a publié le rapport élaboré par une mission de la Banque mondiale, venue en juin dernier, et qui concerne surtout la réduction des dépenses de l'Etat. La Banque mondiale recommande de donner la priorité à l'enseignement primaire et à l'éducation pour adultes, conseille de faire payer les usagers -sans toutefois empêcher l'accès des pauvres à l'école- et d'augmenter le nombre d'élèves

par classe. Elle suggère que les économies pourraient être employées entre autres à augmenter le salaire des meilleurs enseignants. C'est sans doute pour cela que le ministre de la présidence Antonio Lacayo a affirmé lors du Congrès que les salaires des maîtres ne seraient pas augmentés. Il a également précisé que le pays ne pouvait se permettre d'avoir un enseignement totalement gratuit et que, s'il faut choisir, on devait faire porter les efforts sur le primaire.

C'est également dans le droit fil du néo-libéralisme que le ministère de l'Education veut attribuer la charge des écoles et des lycées aux municipalités. Ce projet prévoit que les mairies assureront la gestion des centres scolaires, recruteront et paieront les enseignants. Le ministère se contentera de décider des programmes et des méthodes. Comme le souligne N. Sevilla, le principe constitutionnel de gratuité de l'enseignement sera mis à mal par une telle décision, sans compter tous les risques de manipulations qu'elle comporte. Mais les autorités semblent décidées à mener cette réforme et le ministre Humberto Belli a annoncé, sans toutefois préciser les délais, que l'expérience commencera dans certaines municipalités avant d'être étendue à tout le pays.

D'autres thèmes ont soulevé des controverses. Pour N. Sevilla, toutes les discussions sur les programmes ont mis en évidence la volonté du ministère de revenir sur la laïcité de l'enseignement, pourtant inscrite dans la constitution depuis 1893, sous le prétexte de l'influence positive des valeurs chrétiennes. Cette volonté est un peu inquiétante lorsque l'on sait, de sources non officielles, que le changement des programmes et les nouveaux contenus sont déjà décidés. Enfin, la question de la participation des parents, des enseignants et des élèves à tous les niveaux -depuis l'école jusqu'aux structures nationales- a été abordée. H. Belli a annoncé la création d'un Conseil national de l'éducation, mais ce projet comporte quelques restrictions. Par exemple, n'y participeraient que les meilleurs élèves et les enseignants ayant des responsabilités pédagogiques ou administratives. -(ANN)

HAÏTI: LA CRISE CONTINUE

Sergio Ferrari et Michèle Faure

Managua, nov.- Un mois et demi après le coup d'état qui a renversé le président Aristide, la crise haïtienne n'est toujours pas réglée. Tandis que le gouvernement des militaires cherche à se consolider, le peuple poursuit sa résistance et Jean-Bertrand Aristide, qui était fin octobre en Europe, multiplie ses activités à l'étranger. La communauté internationale lui manifeste son soutien, mais l'attitude des Etats-Unis est pour le moins ambiguë. Le résultat d'une mission de l'OEA représente cependant un signe d'espoir.

L'OPERATION PERSUASION

Le gouvernement mis en place par les militaires putschistes a du mal à administrer le pays. La situation de survie au jour le jour, dans le pays le plus pauvre d'Amérique latine, n'offre aucune garantie de stabilité à moyen terme. C'est pour cela qu'un groupe de parlementaires est venu frapper à la porte de l'Organisation des Etats Américains (OEA) pour tenter de retarder l'application de l'embargo total décidé par cette organisation.

Le gouvernement est soutenu par un secteur de la bourgeoisie marginalisé depuis l'arrivée du Père Aristide au pouvoir ainsi que par certains partis politiques traditionnels. Il cherche à s'appuyer sur le Parlement, qui trouve là sa revanche contre l'ancien président. En effet, le Père Aristide avait préféré s'entourer de personnalités indépendantes et d'intellectuels au lieu de choisir ses ministres parmi les leaders de la coalition qui l'avait soutenu. Le Parlement avait fait des efforts constants pour faire tomber le premier ministre, René Préval, par un vote de censure. Mais il a accepté de nommer Joseph Nerette à la présidence, fermant les yeux sur le tour de passe-passe des militaires qui ont feint d'obéir à la constitution en déclarant la présidence vacante.

La tentative de consolidation juridique du pouvoir ne s'arrête pas là. Les militaires ont en effet lancé une offensive appelée "Opération persuasion". Des sources sûres de Port-au-Prince ont fait parvenir à l'étranger une copie de l'original de ce plan qui vise à obtenir l'ouverture d'une accusation contre l'ancien président et ses principaux partisans pour "haute trahison et crimes". Le document précise que seule la Chambre des députés peut avoir l'initiative en la matière, ce qui justifie de la part de l'exécutif le besoin d'une "Opération persuasion". Il s'agit pour les militaires, qui gouvernent de fait derrière J. Nerette, d'obtenir à la Chambre la majorité des deux tiers nécessaire pour ouvrir l'accusation contre Aristide, R. Préval, l'ancien ministre de la justice et le coordinateur de l'équipe des conseillers de l'ancien président. Le document, reflétant la nature du pouvoir actuel, souligne : "Il n'est pas à écarter que certains parlementaires cherchent à monnayer leur voix", dans ce cas "éviter toute considération de moralité ou de patriotisme. L'essentiel est d'arriver au but". Les militaires tentent par cette nouvelle manoeuvre d'entacher l'image d'Aristide, qui jouit d'un prestige entier à l'intérieur du pays comme auprès de la communauté internationale. Pour l'instant, le "Plan persuasion" n'a pas atteint son objectif.

Par ailleurs, la répression se poursuit: assassinats, arrestations et bastonnades. Les militaires ont pris soin de changer le directeur du comité de la Croix Rouge, qui refuse d'intervenir. Fin octobre, l'épouse de R. Préval a été arrêtée, sans doute pour faire pression sur l'homme de confiance d'Aristide qui se trouve à la tête des forces entrées dans la clandestinité.

La résistance interne, menée par certains des membres de l'ancien gouvernement et le secteur intellectuel de la "Lavalas", a réussi ces derniers temps à paralyser le pays par des grèves générales. Ses dirigeants agissent dans la clandestinité ou la semi-clandestinité. Certains se cachent dans des zones rurales éloignées tandis que d'autres sont restés en ville, protégés par des missions internationales. R. Préval pour sa part serait dans une ambassade européenne.

LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, PIECE MAITRESSE

La communauté internationale, bien qu'elle soit moins active qu'elle ne le fut aussitôt après le coup d'état, reste intransigeante quant à l'application des décisions de l'OEA, soutenues par l'ONU, et principalement l'embargo commercial. Mais les Etats-Unis mettent en doute l'efficacité d'une telle mesure. De plus, son effet semble avoir été amorti par l'augmentation de la contrebande à travers la frontière avec la République dominicaine (qui est le fait de dignitaires macoutes installés dans le pays voisin dès l'arrivée du président Aristide) et des dizaines de petits ports qui font du commerce avec le reste des Antilles. Cependant, les produits de contrebande ont vu leur prix augmenter, ce qui aggrave la situation déjà désastreuse de la majorité (le chômage atteint 70 o/o de la population). Il faut ajouter à cela les conséquences à court terme du blocus pétrolier. Le gouvernement des putschistes a en effet été exclu du Pacte de San José, qui lui assurait du pétrole à des tarifs préférentiels, et le Venezuela et le Mexique ont cessé leurs envois. S'il n'y avait pas d'approvisionnement illégal, les réserves du pays s'épuiseraient en une semaine.

L'attitude des Etats-Unis pourrait changer le rapport de force au sein des organismes internationaux. Après avoir condamné le coup d'état, Washington a modifié sa position, alléguant de soi-disant atteintes aux droits de l'homme commis durant le régime du président Aristide. De plus, le gouvernement étatsunien estime que la crise haïtienne met en danger la sûreté de l'Etat et a envoyé 500 "marines" à la base de Guantanamo, à Cuba. La revue mexicaine *El Dia Latinoamericano* estime qu'une "action armée (contre Haïti) pourrait être menée dans le but de créer les conditions internationales d'une agression militaire contre Cuba". Selon la même revue, le gouvernement d'Aristide n'ayant pas ménagé ses critiques contre l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures d'Haïti, Washington utilise la crise comme un mécanisme permettant de faire plier Aristide s'il revient au pouvoir.

ARISTIDE: UNE ACTIVITE INLASSABLE

De son côté, le président Aristide poursuit à l'étranger une campagne de dénonciation, d'exigences et de défense de son régime. Il dénonce les atrocités du coup d'état qui a fait plus de mille morts et de deux mille blessés. Il dénonce les putschistes, derrière lesquels se trouvent "les professionnels du trafic de drogue, de la corruption et de la contrebande qui, pendant sept mois, ont dû s'abstenir" ainsi que le secteur de la bourgeoisie ennemi de la démocratie et enrichi par l'injustice. Il se défend des attaques lancées contre lui sur la question des droits de l'homme. C'est pour cela qu'il s'est présenté devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, avant de se rendre en Belgique et de rencontrer à Paris le président Mitterrand. Il exige de la communauté internationale que l'embargo soit total, car c'est le seul moyen de restaurer la démocratie. Il reconnaît que le peuple va en souffrir mais souligne que depuis des siècles Haïti vit un embargo. Les pauvres, selon lui, sont d'accord avec le boycott pour chasser les criminels du pouvoir. Il continue à s'opposer à une intervention militaire multilatérale sous la bannière de l'OEA, bien que le président vénézuélien Carlos Andres Perez l'ait proposée et que l'Argentine, ainsi que le Panama, défendent cette solution. Ces pays proposent de modifier la Charte de l'OEA, de façon à lui permettre d'user de la force pour régler certains problèmes continentaux.

J. B. Aristide a progressivement modifié son discours. Dans des entrevues accordées à la presse européenne, il propose d'épurer l'armée des officiers putschistes, qui "doivent aller en prison ou quitter le pays" mais promet une amnistie pour le reste de l'armée et répète qu'il respectera l'existence de l'institution "inscrite dans la constitution". Il insiste sur la formation d'une police "séparée de l'armée" qui avait commencée d'ailleurs à être formée avec l'aide de la France et de la police du canton de Genève.

Mais le plus important est sans doute qu'il se montre disposé à une négociation avec la classe politique, à "une ouverture démocratique pour assurer l'unité dans la

non-violence". Pour lui, le moment est propice à la formation d'un gouvernement comprenant des membres de l'opposition. C'est pourquoi les résultats de la mission de l'OEA, qui était récemment à Haïti, ouvrent une perspective. En effet, la mission a rencontré le Parlement, qu'elle a désigné comme "le principal interlocuteur de l'OEA" pour trouver une solution à la crise dans le respect de la constitution, minimisant ainsi le rôle de l'exécutif actuel. La déclaration finale de ces discussions prévoit une rencontre de toutes les parties hors d'Haïti, ce qui pourrait permettre la présence du Père Aristide. Dans ce cas, un rapprochement entre ce dernier et les parlementaires serait possible. En attendant, les militaires semblent de plus en plus isolés. -(ANN)

CUBA: PAS DROIT A L'ERREUR

Angel Saldomando

Managua, nov.- L'envoyé spécial à La Havane de la revue Pensamiento Propio nous propose une vision critique du congrès du Parti communiste cubain. Les questions d'espace nous ont malheureusement obligé à réduire cette intéressante analyse.

"Le congrès du Parti communiste cubain (PCC) a créé beaucoup d'expectatives. Il n'y a rien de pire que tenir un congrès quand on est à la croisée des chemins: son importance et les attentes grandissent démesurément. Tout paraît en dépendre et on n'a pas le droit de se tromper quand le temps presse. Ce sont les congrès que l'histoire ne pardonne pas s'ils n'apportent pas de solutions efficaces. C'est pour cela que l'on exigeait tout du congrès du PCC (...) Le parti devait faire la preuve de sa légitimité, apporter des solutions, prouver que la débâcle du communisme n'est pas la sienne et que le socialisme à la cubaine est viable dans les nouvelles conditions.

Pourquoi de telles exigences? La réponse est dure et les dirigeants la connaissent. Il faut non seulement avoir le droit d'exister, mais il faut aussi en avoir les moyens (...)

Le congrès a-t-il été à la hauteur de ces exigences? Il est difficile de répondre (...). Ce qui est clair, c'est que les changements sont classés par ordre de priorité selon ce que permet la situation. La direction ne veut pas de changements incontrôlables qui, ajoutés à la pénurie et au malaise qu'elle provoque, aux pressions extérieures et à l'érosion des institutions, pourraient déboucher sur une crise fatale.

Le cadre politique du congrès a été défini autour de trois aspects:

- conserver l'ordre et la légitimité politique des centres de pouvoir
- préserver la continuité politique en l'élargissant à la nation, en ouvrant le parti aux chrétiens
- définir et doser les changements de façon à ce qu'ils n'apparaissent pas comme des concessions aux pressions extérieures

Il reste une inconnue: la dose nécessaire de changement. Les uns pensent que la conjoncture ne permet pas d'aventures innovatrices, d'autres au contraire que la solution passe précisément par le changement. Fidel, dans cette discussion, se réserve le rôle d'arbitre. Les sessions du congrès transmises par la télévision n'ont pas reflété ce débat (...) mais derrière les apparences on a vu se profiler les changements et l'important est de voir dans quels processus réels ils vont s'incarner (...)

LA VOIE VERS LE MARCHÉ

Carlos Lage, nouveau membre du Bureau politique, a affirmé dans son rapport économique que l'on peut assimiler les investissements étrangers sans renoncer aux principes et qu'il est urgent d'augmenter la quantité de ressources destinées au secteur d'exportation, même s'il est douloureux de repousser la satisfaction des besoins de la population. L'économie, a-t-il ajouté, doit subir un changement radical et a besoin de temps. Autrement dit, les objectifs sociaux de la Révolution ne peuvent plus être atteints par les mêmes moyens qu'avant, les relations privilégiées avec l'URSS, l'aide extérieure qui, provoquent davantage de dépendance. Cela implique une politique

d'ajustements et d'austérité et une transition inévitable vers une économie tournée vers l'exportation, intégrée dans l'unique marché qui existe, le marché capitaliste. Mais comment opérer concrètement ce changement radical ?

Les ajustements ont commencé en 1986. Les secteurs d'exportation sont déjà définis et sont prioritaires dans l'assignation des ressources, mais les formes d'organisation et de direction de l'économie n'ont pas été planifiées de façon à s'articuler avec la nouvelle stratégie de développement. La rectification a été la manière d'affronter les ajustements: on a réduit la consommation et les importations, on a accentué le rationnement, on a imposé un plan d'économie et on a transféré des ressources vers le secteur exportateur. On a de plus attaqué la "mentalité de l'importation" -reflet de la dépendance, de l'inégalité et des privilèges créés par la mercantilisation de l'économie (marché paysan, initiative privée)- et on a cherché à mobiliser la population socialement et idéologiquement pour compenser la restriction de la consommation.

Cela a permis à Cuba de se distancier des réformes de l'URSS et de présenter les ajustements comme une contre-offensive de la Révolution et un retour aux principes socialistes. La rectification a coïncidé avec la crise des ressources extérieures et s'est accentuée avec la crise des relations avec l'URSS. C'est pour cela qu'elle s'est réduite à une politique de rationnement centralisé tant qu'elle ne parvenait pas à développer le secteur des exportations, mais ce ne peut être une politique permanente. La rectification n'a pas résolu le problème des fuites dans un modèle d'accumulation qui a produit une croissance et une offre de services qui n'étaient pas proportionnelles aux capacités productives. Elle n'est pas non plus venue à bout de l'insuffisance de la productivité et de l'approvisionnement qui provoque le marché noir. Elle n'a pas davantage proposé un autre modèle de fonctionnement qui soutienne les efforts de réinsertion dans le marché extérieur sans lequel les fruits des exportations tomberont dans un puits sans fond. Elle n'a pas non plus défini comment se combineront la planification centralisée et

le marché (...) Fidel soutient que "le capitalisme et ses méthodes ne peuvent pas sortir le socialisme de ses difficultés", mais Carlos Aldana, membre influent du Bureau politique, explique: "Nous voulons moderniser l'économie, adopter les aspects flexibles du capitalisme.. Mais nous ne pouvons abandonner la centralisation de l'économie". La stratégie cubaine pour sortir du borbier semble être une tentative "sui generis" de combiner les techniques du marché avec la planification centralisée, cherchant à isoler le marché intérieur du marché extérieur, de façon à éviter que s'établissent des liens interdépendants entre le marché extérieur et des groupes socio-économiques susceptibles de se convertir en forces de pression autonomes.

C'est un équilibre difficile à trouver et un jeu dangereux, comme le montrent les difficultés éprouvées par la Chine ou la crise du "socialisme de marché" à la yougoslave, qui s'est enfoncé dans des contradictions insurmontables. Cuba navigue sans chemin tout tracé, entre la détermination du marché capitaliste où il cherche à se réinsérer et la tentative d'échapper aux pressions qui en découlent. Il veut contrôler ses difficultés internes sans ouvrir de brèches dans la centralisation planifiée mais la recherche de la satisfaction des demandes sociales et de ressources de productivité poussent dans la voie de la décentralisation et de l'initiative privée. Traditionnellement, une faible productivité et un système de travail peu exigeant en matière de discipline sont les compensations dissimulées du manque de biens de consommation. C'est pour cela que l'on ne peut exiger plus, mais la restructuration de l'économie passe pourtant par là. C'est pour cela que la mobilisation idéologique est insuffisante si les biens ne sont pas disponibles et s'il n'y a pas davantage d'espaces de participation. Il ne s'agit pas de chercher les chemins les plus courts mais de mettre en oeuvre des processus qui augmentent la marge de manoeuvre. Une planification démocratique et participative pourrait coordonner les processus qui provoquent des tensions et atténuer ces dernières.

UNE PLUS GRANDE LEGITIMITE

Le congrès a aussi cherché des solutions aux déficiences du système politique (...) Il a approuvé des résolutions tendant à promouvoir l'autonomie du pouvoir populaire, le vote direct dans l'élection des députés et les réformes constitutionnelles qu'il rend nécessaire. On a également voulu renforcer le contrôle du peuple sur les dirigeants et séparer plus clairement au sein de l'Etat les organes représentatifs des organes administratifs. L'idée est que la vie politique reflète les positions de la population grâce à une plus grande participation dans le cadre des institutions représentatives. De plus, une séparation plus profonde du parti et de l'Etat, par le renforcement de l'Assemblée et du gouvernement, tend à donner aux institutions qui représentent le peuple plus de poids qu'au parti. Parallèlement, le PCC a réaffirmé son caractère de force unique de direction, bien qu'il se soit assoupli et qu'il laisse plus d'espace dans la société aux citoyens sans appartenance politique. C'est dans ce sens qu'il recommande d'aller à la rencontre des masses, de chercher le consensus et de ne pas intervenir dans la nomination des candidats aux élections. De même, le congrès a voulu secouer l'immobilisme et réduire l'appareil du parti.

Cependant, le parti reste au dessus des institutions de l'Etat et les gens le perçoivent ainsi. C'est pour cela que le pouvoir populaire souffre d'une relative anémie et qu'il ne parvient pas à être un instrument efficace de décision, d'exécution et de contrôle. Pour le renforcer, il faudrait redéfinir le rôle du parti, les espaces réservés à l'Etat et à la société (...)

La société n'a que peu de visibilité dans la vie politique (...) Les luttes contre telle ou telle position sont toujours menées dans l'abstraction (...) Seuls ceux qui sont près des centres de décision connaissent les nuances et les virages, mais cette pratique du secret et de la centralisation va à l'encontre du pouvoir populaire. Elle ne facilite pas non plus la lutte contre les inerties, condamnées pourtant par le congrès qui a appelé à les éliminer.

Le poids psychologique de Fidel est resté dans l'ombre. L'importance du leader est

indéniable, mais elle limite l'émergence d'acteurs qui puissent incarner de façon plus autonome la vie politique du parti.

La décentralisation et la vie collective peuvent également y contribuer, tout comme la séparation du parti et de l'Etat qui fait surgir le besoin d'autonomie pour que s'exercent les nouveaux rôles sociaux. Chaque instance a besoin d'autonomie et d'une vie politique propre pour dynamiser la société. Les résolutions du congrès relèvent ce défi, mais de façon parcimonieuse." - (ANN)

EN BREF

LE CHOLERA EST ARRIVE. Le ministre de la santé E. Salmeron a confirmé le 11 novembre le premier cas de choléra. Il s'agit d'un bébé d'un mois et demi nourri au sein. Il est tout à fait exceptionnel qu'un enfant au sein contracte cette maladie. "Une mouche a dû se poser sur le sein de la mère", a dit le ministre, qui n'a fait aucun commentaire sur la mouche en question. Pourtant, il a bien fallu qu'elle se pose sur les excréments d'une personne qui avait déjà le choléra. Pour l'instant, aucun autre cas n'a été confirmé. Le bébé vit dans le bidonville Batahola, qui longe les grands murs de l'ambassade des Etats-Unis.

DIALOGUE RECOMPAS-GOUVERNEMENT. Le 15 novembre, le "Conseil national des commandants des recompas" a rencontré à Pantasma (Jinotega) une délégation gouvernementale pour préparer un dialogue qui pourrait avoir lieu dans deux semaines. La discussion a été difficile, mais les recompas ont tout de même obtenu le remplacement de plusieurs délégués du ministère de l'Intérieur dans la région.

RECONTRA. Au cours des derniers jours, 7 paysans ont été assassinés par la recontra dans la région de Yali (Matagalpa). Le vice-ministre de l'intérieur José Pallais a promis de chercher les coupables. Il a reconnu que les recontras sont approvisionnés par avion et a également promis une enquête à ce propos.

LES BRIGADES DE DESARMEMENT ont été formées et sont actuellement entraînées. Elles comportent des recontras, des militaires, des recompas et des policiers. Ce ne sont pas des unités de combat, mais elles peuvent être amenées à tirer. Elles procéderont par recherche d'information sur l'existence d'armes, persuasion, fouilles, etc. Certains groupes armés ont cependant fait savoir qu'ils tireront sur ceux qui essaieront de leur enlever leurs fusils.

ECONOMIE : TOUT VA TRES BIEN. C'est ce que dit le gouvernement au vu des résultats du plan d'ajustement appliqué depuis mars. La revue El Tayacan rappelle cependant quelques données à propos du "large soutien international" que le gouvernement dit avoir reçu : 47% de l'aide internationale ont servi à payer la dette, 24% sont partis en crédit aux importateurs, et 29% en projets (santé, éducation, plan de reconversion des fonctionnaires licenciés, soutien à la CIAV, etc.). L'argent octroyé aux importateurs a eu pour effet de ruiner l'industrie nationale, sans compter le peu d'utilité de certains produits achetés à l'étranger. Par exemple 80 000 voitures neuves ont été importées en moins de 2 ans.

RETOUR TRIOMPHAL. Arturo Cruz, ancien membre de la Junte de gouvernement des premières années de la Révolution, ancien leader politique de la contra, revient au Nicaragua comme fonctionnaire de la Banque mondiale.

LA GUERRE DES VICES. Des vice-ministres, bien sûr. Sous ce gros titre à la une, Barricada fait le point sur un match entre Noel Vidaurre, vice-ministre de l'économie, et Antonio Ibarra, vice-ministre de la présidence. Au cours d'une conférence de presse, le premier a accusé le second de "corruption et malversations de fonds" et a demandé une enquête. Et un de plus.

MANGER N'EST PAS UN BON CALCUL. C'est ce que dit un millionnaire étatsunien, Thomas Monaghan, qui s'est lancé dans la campagne destinée à réunir les fonds pour construire la cathédrale de Managua. "On donne plus au peuple si on lui donne la foi au lieu de nourriture. Il est important

de faire la différence entre l'âme qui va au ciel et le fait de donner à manger, car l'éternité est beaucoup plus longue". Le millionnaire n'en a pas moins organisé, à Détroit, un repas à 500 dollars par personne pour la construction de la cathédrale. Mgr Obando, qui était présent, a déclaré que c'était "le premier grand projet au Nicaragua depuis 1972".

750 KILO DE COCAINE ont été découverts à Managua dans deux endroits différents au début du mois de novembre. C'est la plus grande quantité qui ait jamais été trouvée dans le pays. La police suppose qu'elle provient du cartel de Cali, qu'elle est arrivée au Nicaragua par le Pacifique et qu'elle était destinée au marché étatsunien. Plusieurs personnes ont été arrêtées, entre autres un ancien collaborateur du leader contra Enrique Bermudez. Selon la presse, cet homme avait été repéré par les autorités des Etats-Unis comme trafiquant de drogue et de voitures, mais la justice avait renoncé à le poursuivre dès qu'il avait commencé à travailler avec Bermudez.

EL SALVADOR. Après avoir mené ces dernières semaines plusieurs actions militaires d'envergure, le FMLN a décrété une trêve unilatérale pour favoriser les négociations. Celles-ci se poursuivent avec difficulté à Mexico, le point d'achoppement étant toujours la question des forces armées et du désarmement du FMLN.

HONDURAS. L'organisation politico-militaire Forces populaires révolutionnaires Lorenzo Zelaya (FPR) a annoncé à la mi-octobre l'abandon de la lutte armée. Selon le bulletin centraméricain INFOPRESS, cette décision met fin à la guérilla hondurienne, qui a toujours été considérée comme un mouvement sans ampleur. Il reste cependant deux petits groupes, issus de divisions, sur les six qui formaient depuis 1983 la Direction nationale unitaire du mouvement révolutionnaire.

GUATEMALA. Les commissions permanentes des réfugiés guatémaltèques (CP) au Mexique ont accusé le gouvernement de refuser qu'elles organisent elles-mêmes le rapatriement collectif des réfugiés. Les CP reprochent également aux autorités guatémaltèques d'exiger la

"dépolitisation" des négociations (interrompues depuis juin 91). Les CP ne peuvent faire aucune déclaration à la presse, demander l'aide du parlement et du Procureur des droits de l'homme ou participer à des actions publiques.

Chers lecteurs,

Comme nous vous l'annoncions dans le n° 252, le Bulletin de l'ANN sera désormais diffusé depuis Paris.

Les coûts de l'impression et de la diffusion en Suisse étaient très élevés et le bureau de Zurich n'était plus en mesure d'assurer la parution de notre publication. Nous pensons qu'il est important de continuer à fournir une information en direct du Nicaragua et d'Amérique centrale; nous allons le faire en travaillant bénévolement et en cherchant des solutions économiques.

Le Bulletin paraîtra deux fois par mois comme par le passé. Nous comptons sur vous et sur de nouveaux lecteurs pour continuer. En effet, même en faisant beaucoup d'efforts, certains frais restent incompressibles (salaire de l'équipe de Managua, expédition, enveloppes...). Le prix de l'abonnement couvre une bonne partie des dépenses mais nous avons encore bien besoin d'un coup de pouce supplémentaire.

Pour que le Bulletin réponde mieux à vos attentes, vos suggestions et vos critiques nous seront très utiles : n'hésitez pas à nous écrire. Nous vous remercions de votre aide et votre fidélité. ANN-Paris

ABONNEMENT ANNUEL (pour 24 numéros) : 458 F (Comités de solidarité 900 F. Institutions 1 300 F) Chèques à l'ordre de : ANN 15 rue Muller 75018 Paris. Pour la Suisse et autres pays : 124 Francs suisses (Comités 265 CHF. Institutions 370 CHF). PC-KONTO 80-19853-7 Zurich. Un paiement semestriel est possible. Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin. Tel : 505 2 272 53. A Paris : tel 42 51 36 73 ou 43 58 24 56.